

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

| TARIFS DES ABONNEMENTS | | TARIFS DES INSERTIONS | | OBSERVATIONS |
|-------------------------|----------|-----------------------|---|--|
| | Un an | 6 mois | La ligne..... | Prix au numéro de l'année courante.....500F |
| | | | | Prix au numéro des années précédentes.....600F |
| Mali | 20.000 F | 10.000 F | Chaque annonce répétée..... | moitié prix |
| Afrique..... | 35.000 F | 17.500 F | Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces. | |
| Europe..... | 38.000 F | 19.000 F | Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. | |
| Frais d'expédition..... | 13.000 F | | Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance. | |

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS

02 novembre 2022 Décret n°2022-0633/PM-RM portant création, composition et modalités de fonctionnement de la Commission interministérielle de lutte contre la hausse des prix et de facilitation de l'approvisionnement du pays en intrants agricoles et produits de première nécessité.....**p.1390**

Décret n°2022-0634/PM-RM portant nomination du Coordinateur du Programme national intégré de Lutte contre le Trafic de Drogue et la Criminalité organisée.....**p.1392**

03 novembre 2022 Décret n°2022-0636/PT-RM portant nomination du Secrétaire exécutif du Haut Conseil national de Lutte contre le SIDA.....**p.1392**

03 novembre 2022 Décret n°2022-0637/PT-RM fixant la liste des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère personnel.....**p.1393**

Décret n°2022-0638/PT-RM portant nomination d'un membre de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF).....**p.1394**

Décret n°2022-0639/PT-RM portant institution et réglementation de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée.....**p.1394**

Décret n°2022-0640/PT-RM fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence de Gestion des Biens gelés, saisis ou confisqués.....**p.1397**

Décret n°2022-0641/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1399**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

03 novembre 2022 Décret n°2022-0642/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1401**

Décret n°2022-0643/PT-RM portant attribution de distinction honorifique...**p.1401**

Décret n°2022-0644/PT-RM portant attribution de distinction honorifique...**p.1401**

Décret n°2022-0645/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1401**

Décret n°2022-0646/PT-RM portant nomination du Sous-chef d'Etat-major des Ressources humaines à l'Etat-major général des Armées.....**p.1402**

Décret n°2022-0647/PT-RM portant nomination du Chef de Service Administratif et Financier à l'Inspection générale des Armées et Services.....**p.1402**

Décret n°2022-0648/PT-RM portant nomination du Commandant de l'Ecole militaire Interarmes de Koulikoro...**p.1403**

Décret n°2022-0649/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1403**

Décret n°2022-0650/PT-RM portant désignation de fonctionnaires de Police pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine « MINUSCA ».....**p.1403**

08 novembre 2022 Décret n°2022-0651/PT-RM portant abrogation partielle du Décret n°2021-0605/PT-RM du 13 septembre 2021 portant nomination de Conseillers consulaires dans les Missions diplomatiques.....**p.1404**

Décret n°2022-0652/PT-RM portant abrogation partielle du Décret n°2022-0040/P-RM du 02 février 2022 portant nomination de Secrétaires Agents Comptables dans les Missions consulaires.....**p.1405**

Décret n°2022-0653/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1405**

Décret n°2022-0654/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1406**

Décret n°2022-0655/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1406**

Décret n°2022-0656/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1406**

08 novembre 2022 Décret n°2022-0657/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1407**

Décret n°2022-0658/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1407**

Décret n°2022-0659/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1408**

09 novembre 2022 Décret n°2022-0660/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1408**

Décret n°2022-0661/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1409**

Décret n°2022-0662/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1410**

Décret n°2022-0663/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1410**

Décret n°2022-0664/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1411**

Annonces et communications.....p.1412

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

DECRET N°2022-0633/PM-RM DU 02 NOVEMBRE 2022 PORTANT CREATION, COMPOSITION ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX ET DE FACILITATION DE L'APPROVISIONNEMENT DU PAYS EN INTRANTS AGRICOLES ET PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret no2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre,

DECRETE :

CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DE LA MISSION

Article 1er : Il est créé, auprès du Premier ministre, Chef du Gouvernement, une Commission interministérielle de lutte contre la hausse des prix et de facilitation de l'approvisionnement du pays en intrants agricoles et produits de première nécessité.

Article 2 : La Commission interministérielle a pour mission de coordonner et de suivre toutes les initiatives visant à lutter contre la flambée des prix des produits de première nécessité et à faciliter l'approvisionnement du pays en intrants agricoles et en produits de première nécessité.

A ce titre, elle est chargée :

- d'analyser les causes de la flambée des prix des produits de première nécessité et de l'approvisionnement difficile du pays en intrants agricoles ;
- de prendre des mesures pour une meilleure gestion de la période de soudure ;
- de coordonner et évaluer les actions et mesures prises au niveau des départements ministériels;
- de proposer des mesures correctives en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et d'assurer l'approvisionnement correct du pays en intrants agricoles et en produits de première nécessité ;
- d'entreprendre toute autre action pouvant contribuer à l'atteinte des objectifs du Gouvernement en matière de réduction ou de maîtrise des prix des produits de première nécessité et de facilitation de l'approvisionnement correct du pays en intrants agricoles.

CHAPITRE II : DE LA COMPOSITION

Article 3 : La Commission est composée comme suit :

- **Président** : le Premier ministre, Chef du Gouvernement ;

- **Membres** :

- o le ministre chargé du Commerce ;
- o le ministre chargé des Finances ;
- o le ministre chargé de l'Action sociale ;
- o le ministre chargé des Transports ;
- o le ministre chargé de l'Agriculture ;
- o le ministre chargé de de l'Elevage et de la Pêche ;
- o le Commissaire à la Sécurité alimentaire.

Article 4 : Le Premier ministre peut demander à certains membres de son Cabinet d'assister aux travaux de la Commission, en fonction de leurs attributions spécifiques.

Article 5 : La Commission peut s'adjoindre toute personne physique ou morale en raison de ses compétences spécifiques.

CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 6 : La Commission se réunit en plénière. Elle peut créer, en son sein, des sous-commissions sur des thématiques rentrant dans son domaine de compétence.

Article 7 : Elle se réunit en session ordinaire chaque mois et en session extraordinaire chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

Article 8 : Elle examine des documents ou questions qui lui sont soumis par ses membres ou par les sous-commissions.

Article 9 : Les travaux de la Commission sont sanctionnés par des recommandations dont la mise en œuvre incombe aux départements ministériels concernés.

Article 10 : Le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Commission fait l'objet de contrôle de tâches mensuel par le Cabinet du Premier ministre.

Article 11 : Le secrétariat de la Commission est assuré par le ministre chargé du Commerce.

Article 12 : La prise en charge du fonctionnement de la Commission est assurée par le Budget national.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 13 : Le ministre des Transports et des Infrastructures, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de la Santé et du Développement social, le ministre du Développement rural et le ministre de l'Industrie et du Commerce sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent décret.

Article 14 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 02 novembre 2022

**Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre des Transports et des Infrastructures,
Madame DEMBELE Madina SISSOKO**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**Le ministre de la Santé
et du Développement social,
Madame Diéminatou SANGARE**

**Le ministre du Développement rural,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
Mahmoud OULD MOHAMED**

**DECRET N°2022-0634/PM-RM DU 02 NOVEMBRE
2022 PORTANT NOMINATION DU
COORDINATEUR DU PROGRAMME NATIONAL
INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE
DROGUE ET LA CRIMINALITE ORGANISEE**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2014-434/P-RM du 10 novembre 2014,
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0956/P-RM du 30 décembre 2021
portant création du Comité de Pilotage et du Comité de
Coordination du Programme national intégré de Lutte
contre le Trafic de Drogue et la Criminalités organisée ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022
désignant l'intérimaire du Premier ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Madame **Oumou Elkhairou NIARE**, N°Mle
0113-984-C, Magistrat, est nommée Coordinateur du
Programme national intégré de Lutte contre le Trafic de
Drogue et la Criminalité organisée.

Article 2 : Elle bénéficie, à ce titre, des avantages prévus
par la réglementation en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes les
dispositions antérieures contraires, notamment le Décret
n°2022-0139/PM-RM du 09 mars 2022 portant nomination
du Coordinateur du Programme national intégré de Lutte
contre le Trafic de Drogue et la Criminalité organisée, sera
enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 02 novembre 2022

**Le Ministre de l'Administration
territoriale et de la Décentralisation,
Le Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamadou KASSOGUE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0636/PT-RM DU 03 NOVEMBRE
2022 PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE
EXECUTIF DU HAUT CONSEIL NATIONAL DE
LUTTE CONTRE LE SIDA**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°04-106/P-RM du 31 mars 2004 portant
création du Haut Conseil national de Lutte contre le SIDA ;

Vu le Décret n°05-307/P-RM du 08 juillet 2005 fixant les
attributions et les modalités d'organisation du Secrétariat
Exécutif du Haut Conseil national de Lutte contre le SIDA ;

Vu le Décret n°2021-0350/PT-RM du 14 mai 2021,
modifié, fixant l'organisation de la Présidence de la
République,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Ichiaka Moumine KONE** est
nommé Secrétaire exécutif du Haut Conseil national de
Lutte contre le SIDA.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0637/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 FIXANT LA LISTE DES MEMBRES DE L'AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2013-015 du 21 mai 2013 fixant l'organisation, le fonctionnement et les modalités de désignation des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère personnel ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0476/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : La liste des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère personnel est fixée ainsi qu'il suit :

I. Membres désignés par le Président de la Transition :

- Monsieur **Beydi DIAKITE** ;
- Docteur **Mamoudou SAMASSEKOU** ;

II. Membres désignés par le Conseil national de la Transition :

- Madame **Hawa MACALOU** ;
- Monsieur **Sidy SOUMAORO** ;

III. Membres désignés par le Haut Conseil des Collectivités territoriales :

- Monsieur **Mahamadou DIALLO** ;
- Monsieur **Bocari CISSE** ;

IV. Membre désigné par le ministre chargé de l'Etat civil :

- Monsieur **Cheick Ahmadou OUATTARA** ;

V. Membre désigné par le ministre chargé de la Sécurité intérieure :

- Commissaire Divisionnaire de Police **Sirima dit Ba TANGARA** ;

VI. Membre désigné par le ministre chargé de l'Informatique :

- Monsieur **Modibo Hamadoun DICKO** ;

VII. Membre désigné par la Cour Suprême :

- Madame **Habibatou MAIGA** ;
- Monsieur **Sory DIAKITE** ;

VIII. Membre désigné par la Commission nationale des Droits de l'Homme :

- Madame **Assitan BENGALY** ;
- Monsieur **Youssef CISSE** ;

IX. Membre désigné par la Coordination des Associations et ONG féminines :

- Madame **Selly OUANE** ;

X. Membre désigné par le Conseil national de la Société civile :

- Madame **Wassa YATTARA**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Premier ministre par intérim, Colonel Abdoulaye MAIGA

Le ministre du Développement rural, ministre de l'Economie et des Finances par intérim, Modibo KEITA

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Colonel Abdoulaye MAIGA

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou KASSOGUE

DECRET N°2022-0638/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES (CENTIF)

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2016-008 du 17 mars 2016 portant Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du Terrorisme ;

Vu le Décret n°07-291/P-RM du 10 août 2007 fixant l'organisation et les modalités de financement de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0476/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine **Fatoumata Lansine Sidy DIAKITE**, de la Gendarmerie nationale, est nommé **membre** de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF).

Article 2 : Le présent décret qui abroge le **Décret n°2016-0492/P-RM du 07 juillet 2016** portant nomination de membres de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF), en ce qui concerne le Capitaine **Mamadou SANGARE**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Colonel Assimi GOITA

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Premier ministre par intérim, Colonel Abdoulaye MAIGA

Le ministre du Développement rural, ministre de l'Economie et des Finances par intérim, Modibo KEITA

DECRET N°2022-0639/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT INSTITUTION ET REGLEMENTATION DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITE BIOMETRIQUE SECURISEE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2001-079, modifiée, du 20 août 2001 portant Code pénal ;

Vu la Loi n°06-040 du 11 août 2006 portant institution du Numéro d'Identification nationale des Personnes physiques et morales ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des personnes et de la famille ;

Vu la Loi n°2013-015 du 21 mai 2013, modifiée, portant protection des données à caractère personnel en République du Mali ;

Vu le Décret n°06-442/PM-RM du 18 octobre 2006, modifié, fixant les modalités d'application de la loi portant institution du Numéro d'Identification nationale des Personnes physiques et morales ;

Vu le Décret n°2014-0764/P-RM du 9 octobre 2014 fixant le régime des marchés de travaux, fournitures et services exclus du champ d'application du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement de marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Le présent décret institue et réglemente la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée, conformément aux normes de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Article 2 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée certifie l'identité de son titulaire. Elle est délivrée aux citoyens maliens sur le territoire national et dans les représentations diplomatiques et consulaires du Mali.

Article 3 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée permet à son titulaire de justifier de son identité dans les conditions définies par les textes en vigueur et de faciliter pour les services compétents l'exercice de leurs missions de recherche et de contrôle de l'identité des personnes.

Article 4 : La première dotation de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est gratuite pour chaque citoyen. Toutefois, le renouvellement est payant.

Un arrêté du ministre de la Sécurité et de la Protection civile fixe le coût de la carte.

Article 5 : Le système de gestion et de production de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est placé sous la responsabilité du ministre chargé de la Sécurité.

CHAPITRE II : DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITE BIOMETRIQUE SECURISEE

Article 6 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est une carte conforme aux spécifications techniques fixées par la CEDEAO.

Elle comprend tous les éléments de sécurité fiduciaire, obligatoires et optionnels, de la carte biométrique sécurisée. Les éléments de sécurité fiduciaire sont ceux figurant dans le guide pratique de la Carte d'Identité biométrique sécurisée et intégrés au spécimen adopté par la CEDEAO.

La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est fabriquée à partir d'une matière plastique en polycarbonate comprenant tous les dispositifs de sécurité destinés à limiter les risques de falsification ou de contrefaçon.

Article 7 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée comporte les données ci-après :

- 1) le Numéro d'Identification nationale (NINA) ;
- 2) le nom de famille ou le nom du père, le ou les prénoms, le sexe, la date et le lieu de naissance du titulaire ;
- 3) le nom dont l'usage est autorisé par la loi, si l'intéressé en fait la demande ;
- 4) l'adresse du domicile ;
- 5) la taille du titulaire et la couleur des yeux ;
- 6) les signes particuliers ;
- 7) les empreintes digitales à l'exception des personnes vivant avec un handicap au niveau des mains ;
- 8) la photographie du titulaire ;
- 9) la signature électronique du ministre chargé de la Sécurité ;
- 10) la date et le lieu de délivrance ;
- 11) la date d'expiration ;
- 12) la profession du titulaire.

Article 8 : L'empreinte digitale de l'intéressé est conservée dans la base de données carte d'identité. Elle ne peut être utilisée qu'en vue :

- de la détection des tentatives d'obtention ou d'utilisation frauduleuse d'un titre d'identité ;
- de l'identification certaine d'une personne dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- ou tout autre besoin administratif.

Article 9 : La durée de validité de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est de cinq (05) ans.

Article 10 : Tout citoyen malien, âgé de cinq (05) ans au moins, peut se faire délivrer une Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée ; celle-ci devient exigible à l'âge de 15 ans et sa présentation est obligatoire à toute réquisition de l'autorité compétente.

Article 11 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est établie ou renouvelée sur le territoire national par les Commissaires de Police, les Commandants de Brigade de Gendarmerie et les Sous-préfets.

A l'étranger, elle est établie ou renouvelée sur délégation du ministre chargé de la Sécurité, par les Chefs de Missions diplomatiques et consulaires.

La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est remise au demandeur au lieu de dépôt de sa demande.

Article 12 : Les conditions de délivrance de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée sont fixées ainsi qu'il suit :

En cas de première demande, la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est délivrée sur production par le demandeur :

- de son Numéro d'Identification nationale (NINA) ;
- de son extrait d'acte de naissance ;
- de la preuve de l'adresse ;
- de la preuve de la profession, s'il y en a.

En cas de demande de renouvellement de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée, le demandeur fournit, en plus du reçu de paiement des frais d'établissement de la carte et du droit de timbre :

- son Numéro d'Identification nationale (NINA) ;
- l'ancienne carte ou le certificat de perte ;
- la preuve de son adresse ;
- la preuve de sa profession, s'il y en a.

Article 13 : Pour le mineur, la demande de Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est faite par une personne exerçant l'autorité parentale.

Pour le majeur protégé, la demande de Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée est faite par le tuteur ou le curateur.

Toutefois, la présence de l'incapable est obligatoire au moment du dépôt de la demande de Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée en vue de son enrôlement.

Dans l'un et l'autre cas, le représentant légal doit justifier de sa qualité.

Article 14 : La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée, document administratif national, peut assurer d'autres fonctions, en dehors de l'identification nationale.

Article 15 : Le ministre chargé de la Sécurité est tenu informé de toute attribution de Carte nationale d'Identité biométrique délivrée tant sur le territoire national que dans les missions diplomatiques et consulaires.

Article 16 : Est passible des peines prévues par le Code pénal en vigueur, tout citoyen malien âgé de quinze (15) ans au moins, non détenteur de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée, en cours de validité.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 17 : L'actuelle Carte nationale d'Identité reste valide, au maximum une (01) année, après la délivrance des premières Cartes nationales d'Identité biométriques sécurisées.

Toutefois, ce délai peut être prorogé par un arrêté du ministre chargé de la Sécurité.

Les anciennes Cartes nationales d'Identité et consulaires, et la carte NINA sont remises aux autorités compétentes lors de la délivrance de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée.

Article 18 : L'entrée en vigueur de la Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée met fin à la production et à la délivrance de la carte du Numéro d'Identification nationale (NINA), la carte d'Identité nationale et la carte consulaire.

La Carte nationale d'Identité biométrique sécurisée remplace de plein droit la carte du Numéro d'Identification nationale (NINA), la carte d'identité nationale et la carte consulaire.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 19 : Un arrêté interministériel du ministre chargé de la Sécurité, du ministre chargé de la Justice, du ministre chargé de l'Administration territoriale, du ministre chargé des Affaires étrangères, du ministre chargé des Finances et le ministre chargé des Maliens de l'Extérieur fixe les détails de l'application du présent décret en tant que de besoin.

Article 20 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment les Décrets n°014/PG-RM du 09 janvier 1988 portant institution et réglementation de la délivrance de la carte nationale d'identité et de la carte consulaire ; n°2016-00411/P-RM du 15 février 2016 conférant valeur de carte nationale d'identité et de carte consulaire à la carte du Numéro d'Identification nationale (NINA) et n°2016-0253/P-RM du 29 avril 2016 portant institution et réglementation de la carte nationale d'identité sécurisée CEDEAO couplée à l'Assurance Maladie.

Article 21 : Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Article 22 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamoudou KASSOGUE**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**Le ministre des Maliens établis à l'Extérieur
et de l'Intégration africaine,
Alhamdou AG ILYENE**

**DECRET N°2022-0640/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE
FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE GESTION DES
BIENS GELES, SAISIS OU CONFISQUES**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022- 001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2022-019/PT-RM du 20 septembre 2022 portant création de l'Agence de Gestion des Biens gelés, saisis ou confisqués ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination de membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence de Gestion des Biens gelés, saisis ou confisqués.

Article 2 : Le siège de l'Agence est fixé à Bamako. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, après avis du Conseil d'Administration, par décret pris en Conseil des Ministres.

L'Agence peut créer des antennes régionales après avis du Conseil d'Administration.

**CHAPITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION
ET DE GESTION**

SECTION I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 3 : Le Conseil d'Administration est l'organe délibérant de l'Agence.

A cet effet, dans la limite des lois et règlements en vigueur, il exerce les attributions spécifiques suivantes :

- définir les orientations de la politique générale de l'Agence ;
- adopter l'organigramme de l'Agence ;
- adopter le budget et le programme d'activités annuelles de l'Agence ;
- examiner et adopter le rapport d'activités et le rapport financier ;
- adopter les conditions générales de recrutement et d'emploi ;
- déterminer l'organisation générale de l'Agence ;
- adopter le Règlement intérieur de l'Agence ;
- délibérer sur les emprunts, acquisitions ou aliénations des biens meubles et immeubles ;

- approuver le manuel de procédures comptables et financières de l'Agence ;
- déterminer, annuellement, les objectifs à atteindre par rapport aux objectifs globaux assignés à l'Agence ;
- fixer les rémunérations et les avantages accordés au personnel de l'Agence.

Article 4 : Le Conseil d'Administration de l'Agence est composé de douze (12) membres répartis comme suit :

Au titre des pouvoirs publics :

Président : Le ministre chargé de la Justice.

Membres :

- le Directeur national des Affaires judiciaires et du Sceau ;
- le représentant du ministre chargé de la Sécurité ;
- le Directeur national du Trésor et de la Comptabilité publique ;
- le Directeur général des Douanes ;
- le Directeur national des Domaines ;
- le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ;
- le Président de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières ;
- le Directeur général de l'Administration des Biens de l'Etat.

Au titre des usagers :

- un représentant de l'Association professionnelle des Banques et des Etablissements financiers ;
- un représentant des Associations de lutte contre la corruption.

Au titre du personnel :

- un représentant du personnel de l'Agence.

Article 5 : Le représentant du personnel au Conseil d'Administration est élu en assemblée générale des travailleurs, à la majorité simple des votants.

Toutefois, pour l'unité et la cohésion entre les travailleurs, le représentant du personnel peut être désigné par consensus lors de l'Assemblée générale des travailleurs.

Les représentants des usagers sont désignés selon les modalités propres à leurs organisations.

Article 6 : La fonction de membre du Conseil d'Administration s'exerce à titre gratuit. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour occasionnés par les réunions du Conseil d'Administration sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7 : Les séances de Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

Toutefois, le Président peut faire appel à toute personne ressource à participer aux séances du Conseil d'Administration, avec voix consultative.

Article 8 : Le Directeur général de l'Agence, l'Agent comptable et le Secrétaire de séance participent aux sessions du Conseil d'Administration. Ils n'ont pas voix délibérative.

Le Secrétariat de séance est assuré par le Directeur général.

SECTION II : DE LA DIRECTION GENERALE

Article 9 : L'Agence est dirigée par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Justice.

Article 10 : Le Directeur général est chargé de diriger, de coordonner, d'animer et de contrôler les activités de l'Agence.

A ce titre, il est chargé :

- de soumettre à la délibération du Conseil d'Administration le programme d'activités, le budget et l'organisation générale de l'Agence ;
- d'exécuter le budget dont il est l'ordonnateur ;
- de recruter et gérer le personnel placé sous son autorité ;
- de fixer l'organisation du travail ;
- de passer les actes, contrats ou marchés et conclure les transactions nécessaires au bon fonctionnement de l'Agence, sous réserve des attributions confiées au Conseil d'Administration ;
- de représenter l'Agence en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- de préparer les séances du Conseil d'Administration et d'exécuter les délibérations du Conseil ;
- de rendre compte, à chaque réunion, des activités de l'Agence et des décisions prises sur le fondement des délégations qu'il a reçues ;
- de transmettre, aux ministres chargés respectivement de la Justice et des Finances, les rapports semestriels et le rapport annuel, après approbation du Conseil d'Administration ;
- d'exercer toutes les fonctions d'administration et de gestion non expressément réservées au Conseil d'Administration et à l'Autorité de tutelle ;
- de veiller à l'application des décisions du Conseil d'Administration.

Article 11 : Le Directeur général est assisté et secondé par le Directeur général adjoint qui le remplace, de plein droit, en cas de vacance ou d'empêchement. Il est nommé par arrêté du ministre chargé de la justice.

L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

Article 12 : Avant d'entrer en fonction, le Directeur général de l'Agence et son adjoint prêtent le serment suivant, devant la Cour suprême :

« Je jure de remplir fidèlement et loyalement ma mission avec honneur, dignité et probité et de garder en tout lieu et en toute circonstance le secret des informations qui seront communiquées à l'Agence par les autorités judiciaires, les services de police judiciaire et l'Administration des Finances, ainsi que celles provenant de structures homologues ».

SECTION III : DU COMITE DE GESTION

Article 13 : Le représentant du personnel au Comité de gestion est élu en assemblée générale des travailleurs à la majorité simple des votants.

Toutefois, pour l'unité et la cohésion entre les travailleurs, le représentant du personnel peut être désigné par consensus lors de l'Assemblée générale des travailleurs.

Le Secrétariat du Comité de gestion est assuré par un chef de service sur proposition du Directeur général.

CHAPITRE III : DE LA TUTELLE

Article 14 : L'Agence de Gestion des Biens gelés, saisis ou confisqués est placée sous la tutelle du ministre chargé de la Justice.

Article 15 : Les contrats dont le montant est supérieur à cinquante (50) millions de francs CFA sont soumis à l'autorisation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 16 : Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le ministre de l'Administration
territoriale et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Justice, des Droits
de l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamoudou KASSOGUE**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0641/PT-RM DU 03 NOVEMBRE
2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de la Garde nationale du Mali dont les noms suivent :

| N°O | N°MLE | PRENOMS | NOM | GRADE |
|-----|-------|----------|-------------|-----------------|
| 1 | 18372 | Ali | DEMBELE | Garde |
| 2 | 14664 | Daniel | POUDIIOUGOU | Garde |
| 3 | 20916 | Bassirou | KEITA | Garde stagiaire |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0642/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la charte de la transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|---------------------|-----------|--------------|
| 01 | 35301 | Souleymane Antiamba | SAGARA | Sergent-chef |
| 02 | 50190 | Salif | COULIBALY | Sergent |

Article 2 : le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0643/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la charte de la transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Lion Debout » est décernée, aux personnes de la Présidence de la République dont les noms suivent :

1. Adjudant-chef **Oumar Mamadou DIOP**, N°Mle 10739, Secrétaire au Secrétariat permanent du Conseil de Sécurité nationale ;

2. Adjudant **Karim KANTE**, N°Mle 33562, Agent de Protection rapprochée au Secrétariat permanent du Conseil de Sécurité nationale.

Article 2 : le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0644/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Garde **Amadou GUINDO**, N°Mle 20188, de la Garde nationale du Mali.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0645/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la charte de la transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au **Sergent-chef Ouali KANTE**, N°Mle 28902, de l'Armée de Terre.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0646/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT NOMINATION DU SOUS-CHEF D'ETAT-MAJOR DES RESSOURCES HUMAINES A L'ETAT MAJOR GENERAL DES ARMEES

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu l'Ordonnance n°00-053/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection générale des Armées et Services du Ministère des Forces Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°2017-0576/P-RM du 18 juillet 2017, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major générale des Armées,

DECRETE :

Article 1er : Le **Colonel-major Hamidou SANOGO** de l'Armée de Terre est nommé Sous-chef d'Etat-major des Ressources humaines à l'Etat-major général des Armées.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0647/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT NOMINATION DU CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER A L'INSPECTION GENERALE DES ARMEES ET SERVICES

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-51 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu l'Ordonnance n°00-053/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection générale des Armées et Services du Ministère des Forces Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°2022-0322/PT-RM du 03 juin 2022 portant modification du Décret n°01-069/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection générale des Armées et Services,

DECRETE :

Article 1er : Le Commandant **Fatoumata BOCOUM**, de l'Armée de Terre, est nommé Chef du Service Administratif et Financier à l'Inspection générale des Armées et Services.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0648/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT NOMINATION DU COMMANDANT DE L'ECOLE MILITAIRE INTERARMES DE KOULIKORO

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-51 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationales ;

Vu la Loi n°2004-030 du 11 août 2008 portant création de la Direction des Ecoles militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°08-644/P-RM du 16 octobre 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Ecoles militaires,

DECRETE :

Article 1er : Le Colonel Siaka KOUYATE de l'Armée de Terre est nommé Commandant de l'Ecole militaire Interarmes de Koulikoro.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret qui abroge le Décret n°2021-0070/PT-RM du 09 février 2021 portant nomination du Colonel Joachin Famakan CISSOKO en qualité de Commandant de l'Ecole militaire Interarmes de Koulikoro, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0649/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 2ème Classe Sékou SININTA, N°Mle E/0383, de la Direction du Génie militaire.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0650/PT-RM DU 03 NOVEMBRE 2022 PORTANT DESIGNATION DE FONCTIONNAIRES DE POLICE POUR LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTEGREE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE « MINUSCA »

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018, modifiée, portant statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu le Décret n°97-077/P-RM du 24 février 1997 réglementant l'envoi d'observateurs et de contingents maliens dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;

Vu le Décret n°2018-0277/P-RM du 15 mars 2018, modifié, fixant les modalités d'application du statut des fonctionnaires de la Police ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre,

DECRETE :

Article 1er : Les fonctionnaires de Police dont les noms suivent, sont désignés pour être déployés à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine « MINUSCA » :

1. **Bréhima Kariba TRAORE ;**
2. **Issa Mamadou COULIBALY ;**
3. **Moussa DIALLO ;**
4. **Kouna Raoul KEITA ;**
5. **Fodé Boubacar DIOMBANA.**

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0651/PT-RM DU 08 NOVEMBRE
2022 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU
DECRET N°2021-0605/PT-RM DU 13 SEPTEMBRE
2021 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS
CONSULAIRES DANS LES MISSIONS
DIPLOMATIQUES**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0605/PT-RM du 13 septembre 2021 portant nomination de Conseillers consulaires dans les Missions diplomatiques ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022 désignant l'intérimaire du Premier ministre,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2021-0605/PT-RM du 13 septembre 2021 portant nomination de Conseillers consulaires dans les Missions diplomatiques sont abrogées en ce qui concerne Monsieur **Mohamed Maouloud TOURE**, à l'Ambassade du Mali à Tripoli.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0652/PT-RM DU 08 NOVEMBRE
2022 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU
DECRET N°2022-0040/P-RM DU 02 FEVRIER 2022
PORTANT NOMINATION DE SECRETAIRES
AGENTS COMPTABLES DANS LES MISSIONS
CONSULAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2022-0040/P-RM du 02 février 2022 portant
nomination de Secrétaires Agents Comptables dans les
Missions consulaires ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0485/PT-RM du 21 août 2022
désignant l'intérimaire du Premier ministre,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2022-0040/P-
RM du 02 février 2022 portant nomination de Secrétaires
Agents Comptables dans les Missions consulaires sont
abrogées, en ce qui concerne Monsieur **Mahamoud
DIARRA**, N°Mle 948-40.F, Inspecteur des Finances au
Consulat du Mali à **Bouaké**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au
Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Premier ministre par intérim,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0653/PT-RM DU 08 NOVEMBRE
2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création
d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019
portant création, organisation et fonctionnement de la
Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'**Etoile d'Argent du Mérite
national avec effigie « Abeille »** est décernée, à titre
posthume, au Soldat de 2ème Classe **Madoubé
COULIBALY**, N°Mle 13545, de l'Armée de l'Air.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est
chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré
et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0654/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 2ème Classe **Yousseoufa MAHAMADOU**, N°Mle 13502, de l'Armée de l'Air.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0655/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 2ème Classe **Solomane SANOU**, N°Mle 56860, de l'Armée de Terre.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0656/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 2ème Classe **Al Housseini DIARRA**, N°Mle 53035, de la Direction du Génie militaire.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0657/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 2ème Classe **Emma DOUGNON**, N°Mle 62080, de l'Armée de Terre.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0658/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de la Garde nationale du Mali dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|-----------|--------|-----------|
| 01 | 12596 | Sidi | KONATE | Caporal |
| 02 | 13589 | Abdoulaye | TRAORE | E/Caporal |
| 03 | 16635 | Adama | CAMARA | Garde |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0659/PT-RM DU 08 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|------------------|---------|---------|
| 01 | 36581 | Toumani Sanounou | CAMARA | Sergent |
| 02 | 37013 | Sékou | NIARE | Sergent |
| 03 | 49090 | Lassine | DEMBELE | Caporal |
| 04 | 50009 | Amadou | TOGO | Caporal |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 08 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0660/PT-RM DU 09 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|-----------------------|--------------|--------------|
| 01 | 39159 | Hamahi | AG HOUSSOUBA | Sergent-chef |
| 02 | 35522 | Youssouf Abdoul Karim | CISSE | Sergent |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 09 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0661/PT-RM DU 09 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|------------|----------|--------------------|
| 01 | 37686 | Diakaridia | MARICO | Maréchal des Logis |
| 02 | 53694 | Adama | BAGAYOKO | Maréchal des Logis |
| 03 | 51591 | Bakari | DOUMBIA | caporal |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 09 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0662/PT-RM DU 09 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|---------------|--------------|---------------------|
| 01 | 29058 | Modibo | KONE | Adjudant-chef major |
| 02 | 37133 | Moussa | SYLLA | Sergent |
| 03 | 52327 | Rosine | KONE | Caporal |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 09 novembre 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0663/PT-RM DU 09 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|------------------|------------|--------------|
| 01 | 37645 | Alou | KONE | Sergent-chef |
| 02 | 36881 | Lassana | KASSAMBARA | Sergent |
| 03 | 33932 | Ismail | COULIBALY | Sergent |
| 04 | 47885 | Aboubacar Sidiki | COULIBALY | Caporal |
| 05 | 48110 | Drissa | MARIKO | Caporal |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 09 novembre 2022

Le Président de la Transition,
 Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA

DECRET N°2022-0664/PT-RM DU 09 NOVEMBRE 2022 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

| N°O | N°Mle | Prénoms | Noms | Grades |
|-----|-------|----------------------|----------|-------------------------|
| 01 | 57619 | Karamoko | TRAORE | 2 ^{ème} Classe |
| 02 | 60506 | Salif | KANTE | 2 ^{ème} Classe |
| 03 | 60460 | Tiunkani Louis Marie | DIASSANA | 2 ^{ème} Classe |

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 09 novembre 2022

Le Président de la Transition,
 Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BILAN

Date d'arrêté : 30/06/2022

CIB : D0181

BILAN

Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML (CBI Mali)

(En millions F CFA)

| POSTE | ACTIF | MONTANTS NETS | |
|-----------|--|----------------|----------------|
| | | 31/12/2021 | 30/06/2022 |
| 1 | CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP | 42 114 | 7 081 |
| 2 | EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES | 0 | 0 |
| 3 | CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 4 674 | 6 566 |
| 4 | CREANCES SUR LA CLIENTELE | 135 654 | 181 724 |
| 5 | OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 126 495 | 125 355 |
| 6 | ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | 352 | 353 |
| 7 | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | 0 | 0 |
| 8 | AUTRES ACTIFS | 8 662 | 20 092 |
| 9 | COMPTES DE REGULARISATION | 825 | 2 526 |
| 10 | PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME | 15 | 15 |
| 11 | PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES | 0 | 0 |
| 12 | PRETS SUBORDONNES | 0 | 0 |
| 13 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 134 | 95 |
| 14 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 159 | 5 004 |
| 15 | TOTAL DE L'ACTIF | 324 083 | 348 811 |

Le rapport d'activités semestriel est mis à la disposition du public à travers le site www.coris-bank.com de CBI-Mali.

Date d'arrêté : 30/06/2022

CIB : D0181

BILAN

Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

(En millions F CFA)

| | PASSIF | MONTANTS NETS | |
|----|---|----------------|----------------|
| | | 31/12/2021 | 30/06/2022 |
| 1 | BANQUE CENTRALE, CCP | 0 | 0 |
| 2 | DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 124 430 | 139 381 |
| 3 | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE | 169 487 | 163 563 |
| 4 | DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 0 | 0 |
| 5 | AUTRES PASSIFS | 3 269 | 17 727 |
| 6 | COMPTES DE REGULARISATION | 2 234 | 3 602 |
| 7 | PROVISIONS | 1 193 | 1 405 |
| 8 | EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES | 0 | 0 |
| 9 | CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES | 23 469 | 23 132 |
| 10 | CAPITAL SOUSCRIT | 11 000 | 11 000 |
| 11 | CAPITAL ET PRIMES LIEES | 0 | 0 |
| 12 | RESERVES | 1 936 | 2 850 |
| 13 | ECARTS DE REEVALUATION | 0 | 0 |
| 14 | PROVISIONS REGLEMENTEES | 0 | 0 |
| 15 | REPORT A NOUVEAU (+/-) | 4 436 | 6 872 |
| 16 | RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) | 6 098 | 2 409 |
| | TOTAL DU PASSIF | 324 083 | 348 811 |

Date d'arrêté : 30/06/2022

PU02

CIB : D0181

HORS BILAN

Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

(En millions F CFA)

| POSTE | HORS BILAN | MONTANTS NETS | |
|-------|----------------------------|---------------|------------|
| | | 31/12/2021 | 30/06/2022 |
| | ENGAGEMENTS DONNES | | |
| 1 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 14 201 | 1 051 |
| 2 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 39 820 | 59 061 |
| 3 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | |
| | ENGAGEMENTS RECUS | | |
| 4 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 0 | 0 |
| 5 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 81 213 | 50 588 |
| 6 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | 0 | 0 |

Date d'arrêté : 30/06/2022

PU03

CIB : D0181

COMPTE DE RESULTAT

Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

(En millions F CFA)

| POSTE | PRODUITS/CHARGES | MONTANTS NETS | |
|-------|---|---------------|--------------|
| | | 31/12/2021 | 30/06/2022 |
| 1 | INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 16 743 | 8 960 |
| 2 | INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 6 250 | 3 781 |
| 3 | REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE | 0 | 0 |
| 4 | COMMISSIONS (PRODUITS) | 3 867 | 2 170 |
| 5 | COMMISSIONS (CHARGES) | 465 | 253 |
| 6 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 0 | 0 |
| 7 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | 0 | 0 |
| 8 | AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 069 | 14 |
| 9 | AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 0 | 0 |
| 10 | PRODUIT NET BANCAIRE | 14 964 | 7 110 |
| 11 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 |
| 12 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 7 639 | 3 836 |
| 13 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 509 | 273 |
| 14 | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 6 816 | 3 001 |
| 15 | COUT DU RISQUE | 428 | 360 |
| 16 | RESULTAT D'EXPLOITATION | 6 388 | 2 641 |
| 17 | GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES | -1 | 0 |
| 18 | RESULTAT AVANT IMPOT | 6 387 | 2 641 |
| 19 | IMPOTS SUR LES BENEFICES | 289 | 231 |
| 20 | RESULTAT NET | 6 098 | 2 409 |

ENTITE UBA MALI

BILAN ET HORS-BILAN

Date d'arrêté : 30/06/2022

United Bank for Africa

DEVISE Francs CFA

| POSTE CC | POSTE | ACTIFS /PASSIFS | Ref. | MONTANTS NETS | |
|-------------|-------|--|--|---------------|---------------|
| | | | | 31/12/2021 | 30/06/2022 |
| 1 | 1 | CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP | | 13 550 | 14 695 |
| 4 | 2 | EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES | | 27 985 | 23 039 |
| 2 | 3 | CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 794 | 2 394 |
| 3 | 4 | CREANCES SUR LA CLIENTELE | | 27 125 | 46 281 |
| 4 | 5 | OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | | 0 | 0 |
| 5 | 6 | ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | | 0 | 0 |
| 7 | 7 | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | | 0 | 0 |
| 7 | 8 | AUTRES ACTIFS | | 1 871 | 9 832 |
| 7 | 9 | COMPTES DE REGULARISATION | | 271 | 300 |
| 9 | 10 | PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME | | 0 | 0 |
| 9 | 11 | PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES | | 0 | 0 |
| 2 | 12 | PRETS SUBORDONNES | | 0 | 0 |
| 10 | 13 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 49 | 31 |
| 11 | 14 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 767 | 784 |
| | | TOTAL ACTIF | =1+2+3+4+5+6+7+8+ 9+10+11 +12+13+14 | 72 411 | 97 355 |
| 1 | 1 | BANQUES CENTRALES, CCP | | 0 | 0 |
| 2 | 2 | DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 3 008 | 19 139 |
| 3 | 3 | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE | | 56 293 | 64 941 |
| 4 | 4 | DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | | 0 | 0 |
| 6 | 5 | AUTRES PASSIFS | | 2 071 | 1 831 |
| 6 | 6 | COMPTES DE REGULARISATION | | 504 | 1 320 |
| 8 | 7 | PROVISIONS | | 16 | 16 |
| 9 | 8 | EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES | | 0 | 0 |
| 10 | 9 | CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES | 9=10+11+12+13+14+1 5+16 | 10 519 | 10 107 |
| 12 | 10 | CAPITAL SOUSCRIT | | 14 135 | 14 135 |
| 12 | 11 | PRIMES LIEES AU CAPITAL | | 0 | 0 |

| | | | | | |
|----|----|---|---------------------------|---------------|---------------|
| 13 | 12 | RESERVES | | 0 | 0 |
| 13 | 13 | ECARTS DE REEVALUATION | | 0 | 0 |
| 13 | 14 | PROVISIONS REGLEMENTEES | | 0 | 0 |
| 13 | 15 | REPORT A NOUVEAU (+/-) | | -3 832 | -3 617 |
| | | BENEFICE OU PERTE EN INSTANCE D'APPROBATION | | 0 | 0 |
| 14 | 16 | RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) | | 16 | -411 |
| | | TOTAL PASSIF | =1+2+3+4+5+6+7+8+9 | 72 411 | 97 355 |

| POSTE CC | POSTE | HORS BILAN | Ref. | MONTANTS NETS | |
|----------|-------|----------------------------|--------------|---------------|------------|
| | | | | Exercice N 1 | Exercice N |
| | | ENGAGEMENTS DONNES | 1+2+3 | 18 726 | 18 109 |
| | 1 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | - | 81 |
| | 2 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | 18 726 | 18 028 |
| | 3 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | - | - |
| | | ENGAGEMENTS RECUS | 7+8+9 | 128 883 | 158 518 |
| | 4 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | - | - |
| | 5 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | 128 883 | 158 518 |
| | 6 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | - | - |

Le rapport d'activités semestriel est mis à la disposition du public via le Département Marketing et de la communication Institutionnelle de UBA-Mali.

ENTITE UBA MALI

COMPTE DE RESULTAT

Date d'arrêté : 30/06/2022

United Bank for Africa

DEVISE Francs CFA

| POSTE CC | POSTE | PRODUITS/CHARGES | Ref. | MONTANTS NETS | |
|-------------|-----------|--|----------------------------------|---------------|-------------|
| | | | | 30/06/2021 | 30/06/2022 |
| 1 | 1 | INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | | 1 485 | 1 693 |
| 2 | 2 | INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | | 476 | 565 |
| 6 | 3 | REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE | | 0 | 0 |
| 3 | 4 | COMMISSIONS (PRODUITS) | | 1 007 | 775 |
| 4 | 5 | COMMISSIONS (CHARGES) | | 320 | 486 |
| 5 | 6 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-) | | 281 | 269 |
| 6 | 7 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-) | | 0 | 0 |
| 7 | 8 | PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES | | 37 | 14 |
| 8 | 9 | CHARGES DES AUTRES ACTIVITES | | 0 | 0 |
| | 10 | PRODUIT NET BANCAIRE | 10=1-2+3+4- 5+6+7+8-9 | 2 015 | 1 700 |
| 10 | 11 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | 0 | 0 |
| 11 | 12 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | | 1 870 | 1 959 |
| 12 | 13 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE ET CORPORELLES | | 171 | 120 |
| | 14 | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 14=10+11-12-13 | -26 | -380 |
| 14 | 15 | COUT DU RISQUE (+/-) | | 0 | 0 |
| | 16 | RESULTAT D'EXPLOITATION | 16=14+15 | -26 | -380 |
| 17 | 17 | GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES (+/-) | | 0 | 0 |
| | 18 | RESULTAT AVANT IMPOT | 18=16+17 | -26 | -380 |
| | 19 | IMPOT SUR LES BENEFICES | | 40 | 32 |
| | 20 | RESULTAT NET | 20=18-19 | -66 | -411 |

ETAT : MALI
Etablissement : FGHM-S.A
2022/06/30
Date d'arrêt

BILAN
D0098
CIB
K
LC

| POSTE | ACTIF | MONTANTS NETS | | Variation | |
|-------|---|---------------|---------------|--------------|--------------|
| | | DEC. 2021 | JUIN 2022 | Montant | % |
| 1 | CAISSE BANQUE CENTRALE, CCP | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| | Caisse | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| | Banque central et CCP | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 2 | EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 3 | CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 3 250 | 3 817 | 567 | 17,4% |
| | Expos Institutions financières (Dépôts courants) | 447 | 806 | 359 | 80,3% |
| | Expos Institutions financières (DAT) | 2 803 | 3 011 | 208 | 7,4% |
| 4 | CREANCES SUR LA CLIENTELE | 71 | 65 | -6 | -8,5% |
| 5 | OBLIGATIONS ET LES AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 50 | 51 | 1 | 2,0% |
| 6 | ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 7 | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| | Exposition sur les actionnaires | 0 | 0 | 0 | |
| 8 | AUTRES ACTIFS | 864 | 897 | 33 | 3,8% |
| | Expos Dépôts et Cautionnement | 2 | 2 | 0 | 0,0% |
| | Expos Débiteurs Divers | 862 | 895 | 33 | 3,8% |
| | Débiteurs Divers Brut | 888 | 919 | 31 | 3,5% |
| | (Provision sur compte d'ordre et divers) | -26 | -24 | 2 | -7,7% |
| 9 | COMPTES DE REGULARISATION | 2 921 | 3 126 | 205 | 7,0% |
| | Expos Comptes d'ordre et divers | 239 | 270 | 31 | 13,0% |
| | Expos Autres comptes d'actifs non pris en cpte | 2 682 | 2 856 | 174 | 6,5% |
| 10 | PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 11 | PART DANS LES ENTREPRISES LIEES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 12 | PRETS SUBORDONNES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 13 | IMMOBILISATION INCORPORELLES | 3 | 2 | -1 | -33,3% |
| | Expos immob. Incorp nettes d'amort. | 3 | 2 | -1 | -33,3% |
| 14 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 714 | 2 068 | 354 | 20,7% |
| | Expos immob corp nettes d'amort. | 1 714 | 2 068 | 354 | 20,7% |
| | TOTAL ACTIF | 8 873 | 10 026 | 1 153 | 13,0% |

Le rapport d'activités semestriel est mis à la disposition du public à travers le site www.fghm-sa.com du FGHM.

Etablissement : FGHM S.A

2022/06/30/

D0098

K

Date d'arrêté

CIB

LC

| | PASSIF | MONTANTS NETS | | Variation | |
|----|--|---------------|---------------|------------|----------------|
| | | DEC. 2021 | JUIN 2022 | Montant | % |
| 1 | BANQUES CENTRALES, CCP | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 2 | DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 3 | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE | 2 683 | 2 873 | 190 | 7,1% |
| | Emprunts Autres sommes dues client | 2 683 | 2 873 | 190 | 7,1% |
| 4 | DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 5 | AUTRES PASSIFS | 1 616 | 2 375 | 759 | 47,0% |
| | Créditeurs divers | 1 267 | 1 819 | 552 | 43,6% |
| | Comptes d'attente | 349 | 556 | 207 | 59,3% |
| 6 | COMPTES DE REGULARISATION | 1 285 | 1 346 | 61 | 4,7% |
| | Comptes de régularisation | 31 | 65 | 34 | 109,7% |
| | Fonds affectées | 1 254 | 1 281 | 27 | 2,2% |
| 7 | PROVISIONS | 42 | 44 | 2 | 4,8% |
| | Provisions pour risques et charges | 42 | 44 | 2 | 4,8% |
| 8 | EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES | 11 | 11 | 0 | 0,0% |
| | Comptes bloqués actionnaires | 11 | 11 | 0 | 0,0% |
| | | | | 0 | #DIV/01 |
| 9 | CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES | 3 236 | 3 377 | 141 | 4,4% |
| 10 | CAPITAL SOUSCRIT | 3 036 | 3 036 | 0 | 0,0% |
| 11 | PRIMES LIEES AU CAPITAL | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 12 | RESERVES | 143 | 146 | 3 | 2,1% |
| | -Réserves sur le résultat | 36 | 38 | 2 | 5,6% |
| | -Autres réserves | 107 | 108 | 1 | 0,0% |
| 13 | ECART DE REEVALUATION | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 14 | PROVISIONS REGLEMENTEES | 0 | 92 | 92 | #DIV/01 |
| 15 | REPORT A NOUVEAU (+/-) | 38 | 53 | 15 | 39,5% |
| | Report Nouveau + | 38 | 53 | 15 | 39,5% |
| | (Report nouveau) - | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| | Fonds de garantie | 0 | 0 | 0 | #DIV/01 |
| 16 | RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) | 19 | 50 | 31 | 163,2% |
| | Résultat exerc + | 19 | 50 | 31 | 0,0% |
| | (Résultat exerc) - | 0 | 0 | 0 | #DIV/01 |
| | TOTAL DU PASSIF | 8 873 | 10 026 | | |

ETAT : MALI

HORS BILAN

Etablissement : FGHM S.A

2022/06/30/

D0098

K

Date d'arrêté

CIB

LC

En millions F.CFA

| | POSTE | HORS BILAN | MONTANTS NETS | | Variation | |
|----------|-----------|----------------------------|---------------|-----------|-----------|-------|
| | | | DEC. 2021 | JUIN 2022 | Montant | % |
| | F2 | ENGAGEMENTS DONNES | | | | |
| 1 | F2 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | | |
| 2 | F2 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 8 237 | 9 690 | 1 453 | 17,6% |
| 3 | F2 | ENGAGEMENT SUR TITRES | | | | |
| | F2 | ENGAGEMENT RECUS | | | | |
| 1 | F2 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | | |
| 2 | F2 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | | | |
| 3 | F2 | ENGAGEMENT SUR TITRES | | | | |

ETAT : MALI

COMPTE DE RESULTAT

Etablissement : FGHM S.A

2022/06/30/

D0098

K

Date d'arrêté

CIB

LC

| | | PRODUITS/CHARGES | MONTANTS NETS | | Variation | |
|----|----------|--|---------------|-----------|-----------|---------|
| | | | Juin 2021 | Juin 2022 | Montant | % |
| 1 | F30_0010 | Intérêts et Produits Assimilés | 74 | 81 | 7 | 9,5% |
| | | Intérêts acquis sur comptes | 71 | 80 | 9 | 12,7% |
| | | Intérêts sur emprunt obligataire | 2 | 1 | -1 | -50,0% |
| | | Intérêts acquis sur prêts au personnel | 1 | 0 | -1 | -100,0% |
| 2 | F30_0020 | Intérêts et Charges Assimilées | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | Charges bancaires | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| 3 | F30_0030 | Revenu sur titre et revenu variable | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 4 | F30_0040 | + COMMISSIONS (PRODUITS) | 69 | 254 | 185 | 268,1% |
| | | Commission sur engagement de garanties | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| | | Commission sur engagement prêts hypothécaires | 12 | 136 | 124 | 1033,3% |
| | | Commission sur engagement prêts consommations | 4 | 29 | 25 | 625,0% |
| | | Commission sur engagement logements Sociaux | 49 | 88 | 39 | 79,6% |
| | | Commission partenariat assurance | 4 | 1 | -3 | -75,0% |
| 5 | F30_0050 | - COMMISSION (CHARGES) | 0 | 1 | 1 | 0,0% |
| 6 | F30_0060 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 7 | F30_0070 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 8 | F30_0080 | AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 158 | 539 | 381 | 241,1% |
| 9 | F30_0090 | AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 10 | F30_0100 | PRODUITS NETS BANCAIRES | 300 | 872 | 572 | 190,7% |
| 11 | F30_0110 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 12 | F30_0120 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 303 | 694 | 391 | 129,0% |
| | | Frais de personnel | 91 | 118 | 27 | 29,7% |
| | | Achats non stockés mat. et fournitures | 5 | 4 | -1 | -20,0% |
| | | Taxes et impôts | 11 | 18 | 7 | 63,6% |
| | | Autres charges | 196 | 554 | 358 | 182,7% |
| 13 | F30_0130 | DOTATIONS AUX AMORT ET AUX DEPREC | 11 | 3 | -8 | -72,7% |
| | | Dotations aux amortissements et aux provis. | 11 | 5 | -6 | -54,5% |
| | | +Reprises d'amortissements et de provision | 0 | 2 | 2 | 0,0% |
| 14 | F30_0140 | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | -14 | 175 | 189 | 1350,0% |
| 15 | F30_0150 | COUT DU RISQUE (Dot ou repr sur dépréc) | -2 | 103 | 105 | 5250,0% |
| 16 | F30_0160 | RESULTAT D'EXPLOITATION | -12 | 72 | 84 | -700,0% |
| 17 | F30_0170 | GAINS OU PERTES NETS ACTIFS IMMOB. | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 18 | F30_0180 | RESULTAT AVANT IMPOT | -12 | 72 | 84 | -700,0% |
| 19 | F30_0190 | IMPOT SUR LES BENEFICES | 0 | 22 | 22 | 0,0% |
| 20 | F30_0200 | RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -12 | 50 | 62 | -516,7% |

ETAT : MALI
Etablissement : FGSP
2022/06/30/
Date d'arrêté

D0183
CIB

BILAN
C
LC

(en millions de F CFA)

| POSTE | ACTIF | MONTANTS NETS | |
|-------|---|---------------|---------------|
| | | Exercice N-1 | Exercice N |
| 1 | CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP | 27 | 49 |
| 2 | EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES | 0 | 0 |
| 3 | CREANCE INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 39 946 | 41 420 |
| 4 | CREANCES SUR LA CLIENTELE | 5 363 | 5 587 |
| 5 | OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | 1 344 | 1 386 |
| 6 | ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | 0 | 0 |
| 7 | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | 0 | 0 |
| 8 | AUTRES ACTIFS | 438 | 195 |
| 9 | COMPTES DE REGULARISATION | 731 | 956 |
| 10 | PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERMES | 0 | 0 |
| 11 | PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES | 0 | 0 |
| 12 | PRETS SUBORDONNEES | 0 | 0 |
| 13 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 193 | 166 |
| 14 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 008 | 5 202 |
| | | | |
| | TOTAL DE L'ACTIF | 53 050 | 54 961 |

Le rapport d'activités semestriel est mis à la disposition du public à travers le site www.fgsp.ml du FGSP-SA.

ETAT : MALI
Etablissement : FGSP
2022/06/30/
Date d'arrêté

D0183
CIB

BILAN
C
LC

(en millions de F CFA)

| POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | |
|-------|---|---------------|---------------|
| | | Exercice N-1 | Exercice N |
| 1 | BANQUES CENTRALES, CCP | | |
| 2 | DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 5 271 | 5 791 |
| 3 | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE | 20 793 | 22 206 |
| 4 | DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | | |
| 5 | AUTRES PASSIFS | 690 | 594 |
| 6 | COMPTES DE REGULARISATION | 13 572 | 13 695 |
| 7 | PROVISIONS | 1 307 | 1 669 |
| 8 | EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES | 4 482 | 4 482 |
| 9 | CAPITAUX PROPRES ET LES RESSOURCES ASSIMILEES | 6 935 | 6 624 |
| 10 | CAPITAL SOUSCRIT | 5 927 | 5 927 |
| 11 | PRIMES LIEES AU CAPITAL | 80 | 80 |
| 12 | RESERVES | 133 | 176 |
| 13 | ECARTS DE REEVALUATION | | |
| 14 | PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| 15 | REPORT A NOUVEAU (+/-) | 508 | 738 |
| 16 | RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) | 287 | -297 |
| | TOTAL DU PASSIF | 53 050 | 54 961 |

ETAT : MALI
Etablissement : FGSP
2022/06/30/
Date d'arrêté

D0183
CIB

HORS BILAN
C
LC

| POSTE | HORS BILAN | MONTANTS NETS | |
|-------|----------------------------|---------------|------------|
| | | Exercice N-1 | Exercice N |
| | ENGAGEMENTS DONNES | | |
| 1 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | |
| 2 | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 45 196 | 69 703 |
| 3 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | |
| | ENGAGEMENTS RECUS | | |
| 4 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 929 | 409 |
| 5 | ENGAGEMENT DE GARANTIE | 2 392 | 2 392 |
| 6 | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | |

ETAT : MALI
Etablissement : FGSP
2022/06/30/
Date d'arrêté

D0183
CIB

COMPTE DE RESULTAT
C
LC

(en millions de F CFA)

| POSTE | PRODUITS/CHARGES | MONTANTS NETS | |
|-------|---|---------------|--------------|
| | | Exercice N-1 | Exercice N |
| 1 | INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 1 522 | 775 |
| 2 | INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | -246 | -130 |
| 3 | REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLE | | |
| 4 | COMMISSIONS (PRODUITS) | 800 | 597 |
| 5 | COMMISSIONS (CHARGES) | | |
| 6 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | | |
| 7 | GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS ASSIMILES | 82 | 42 |
| 8 | AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 92 | 46 |
| 9 | AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 0 | 0 |
| 10 | PRODUIT NET BANCAIRE | 2 250 | 1 330 |
| 11 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| 12 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 1 222 | 704 |
| 13 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 40 | 54 |
| 14 | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 988 | 572 |
| 15 | COUT DU RISQUE | 518 | 853 |
| 16 | RESULTAT D'EXPLOITATION | 470 | -281 |
| 17 | GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES | -21 | -1 |
| 18 | RESULTAT AVANT IMPOTS | 449 | -282 |
| 19 | IMPOTS SUR LES BENEFICES | -162 | -15 |
| 20 | RESULTAT NET | 287 | -297 |

Au titre des états financiers consolidés au 30 juin 2022.

Etablissement : GROUPE B.D.M.
Date d'arrêté : 30/06/2022
CIB : D0016

PUC1
BILAN CONSOLIDE
LC : W

| ACTIF | POSTE | MONTANTS NETS | |
|--|-------|------------------|------------------|
| | | Exercice 2021 | Exercice 2022 |
| CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP | 1 | 172 209 | 98 184 |
| PRETS ET CREANCES INTERBANCAIRE ET ASSIMILES | 2 | 43 765 | 89 206 |
| PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE | 3 | 636 622 | 896 074 |
| OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 4 | 509 499 | 663 749 |
| ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | 5 | 18 281 | 686 |
| ACTIF D'IMPOTS DIFFERE | 6 | - | 2 447 |
| COMPTE DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | 7 | 28 285 | 37 038 |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE | 8 | - | - |
| AUTRES PARTICIPATIONS | 9 | 26 133 | 1 529 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 10 | 4 243 | 6 049 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 11 | 46 273 | 22 998 |
| ECARTS D'ACQUISITION | 12 | - | - |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 1 485 309 | 1 817 961 |

Le rapport d'activités semestriel est mis à la disposition du public à travers le site www.bdm-sa.com de la BDM-SA.

Etablissement : GROUPE B.D.M.
Date d'arrêté : 30/06/2022
CIB : D0016

PUC1
BILAN CONSOLIDE

LC : W

| PASSIF | POSTE | MONTANTS NETS | |
|---|-------|------------------|------------------|
| | | Exercice 2021 | Exercice 2022 |
| BANQUES CENTRALES, CCP | 1 | - | - |
| DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | 2 | 356 395 | 371 342 |
| DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE | 3 | 943 171 | 1 250 401 |
| DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE | 4 | - | - |
| PASSIFS D'IMPOTS DIFFERE | 5 | - | 1 588 |
| COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS | 6 | 35 300 | 55 828 |
| ECARTS D'ACQUISITION | 7 | - | - |
| PROVISIONS | 8 | 6 654 | 7 682 |
| EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES | 9 | - | - |
| CAPITAUX PROPRES | 10 | 143 790 | 131 120 |
| CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE) | 11 | 131 304 | 116 690 |
| CAPITAL ET PRIMES LIEES | 12 | 51 292 | 51 291 |
| RESERVES CONSOLIDEES | 13 | 64 330 | 50 933 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-) | 14 | 15 683 | 14 466 |
| INTERETS MINORITAIRES | 15 | 12 486 | 14 429 |
| TOTAL DU PASSIF | | 1 485 309 | 1 817 961 |

Etablissement : GROUPE B.D.M.

PUC2

Date d'arrêté : 30/06/2022

HORS BILAN CONSOLIDE

CIB : D0016

LC : W

| HORS BILAN | POSTE | MONTANTS NETS | |
|----------------------------|-------|---------------|---------------|
| | | Exercice 2021 | Exercice 2022 |
| ENGAGEMENTS DONNES | | 143 997 | 176 631 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 1 | 24 581 | 23 199 |
| ENGAGEMENT DE GARANTIE | 2 | 119 416 | 153 432 |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | 3 | - | - |
| ENGAGEMENTS RECUS | | 151 158 | 176 784 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 4 | - | - |
| ENGAGEMENT DE GARANTIE | 5 | 151 158 | 176 784 |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | 6 | - | - |

Etablissement : GROUPE B.D.M
Date d'arrêté : 30/06/2022
CIB : D0016

PUC3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
LC : W

| PRODUITS/CHARGES | POSTE | MONTANTS NETS | |
|--|-------|---------------|---------------|
| | | Exercice 2021 | Exercice 2022 |
| INTERES ET PRODUITS ASSIMILES | 1 | 36 294 | 45 551 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 2 | 11 538 | 16 880 |
| COMMISSIONS (PRODUITS) | 3 | 9 746 | 10 582 |
| COMMISSIONS (CHARGES) | 4 | 947 | 1 113 |
| GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 5 | 778 | 1 135 |
| GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | 6 | - | 2 524 |
| PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES | 7 | 208 | 227 |
| CHARGES DES AUTRES ACTIVITES | 8 | 9 | 391 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 9 | 36 179 | 41 635 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 10 | - | - |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 11 | 16 493 | 19 397 |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOB. INCORPORTELLS ET CORPORELLES | 12 | 2 220 | 2 283 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 13 | 17 466 | 19 955 |
| COUT DU RISQUE | 14 | 53 | 3 631 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 15 | 17 520 | 16 324 |
| QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE | 16 | - | - |
| GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS | 17 | 168 | 107 |
| RESULTATS AVANT IMPOT | 18 | 17 688 | 16 431 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | 19 | 555 | 15 |
| RESULTAT NET | 20 | 17 133 | 16 415 |
| INTERETS MINORITAIRES | 21 | 1 475 | 1 949 |
| RESULTAT NET PART DU GROUPE | 22 | 15 658 | 14 466 |
| RESULTAT PAR ACTION | 23 | 17 134,29 | 0,038 |

Suivant récépissé n°240/CKT en date du 23 avril 2021, il a été créé une association dénommée : «Association SIGUIDA Niocondémè de N’Golobougou», en abrégé : (ASNN).

But : Promouvoir la solidarité entre les membres de l’association ; renforcer les liens de solidarité et assurer une assistance mutuelle entre les membres de l’association, etc.

Siège Social : N’Golobougou (Commune rurale de Kalaban-Coro).

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Moussa DOUMBIA

Vice-président : Adama TOGOLA

Président d’honneur : Ousmane DIARRA

Secrétaire général : Saïbou DIALLO

Secrétaire général adjoint : Bakary HAÏDARA

Secrétaire administratif : Ousmane SANGARE

Secrétaire administratif adjoint : Bourama SANOGO

Trésorier général : Bako DIARRA

Secrétaire à l’organisation : Madou SANOGO

Secrétaire à l’organisation et à l’information 1er adjoint : Amadou COULIBALY

Secrétaire à l’organisation et à l’information 2ème adjoint : Amadou DIAWARA

Secrétaire à l’information : Tonka DEMBELE

Secrétaire aux comptes : Amadou NATOUME

Secrétaire au développement : Noumouké COULIBALY

Secrétaire au développement adjoint : Bamory KONE

Secrétaire aux activités sportives : Boukary WOLEGUEME

Secrétaire aux activités sportives adjoint : Amadou KEBE

Secrétaire aux affaires sociales : Issa TANAPO

Secrétaire aux affaires religieuses et culte : Seydou MAÏGA

Secrétaire aux conflits : Filber DEMBELE

Secrétaire adjoint aux conflits : Siaka ZERBO

Secrétaire aux relations extérieures : Abou DIALLO

Secrétaire aux affaires intérieures : Karim KONE

Secrétaire aux affaires intérieures adjoint : Soumaïla SANGARE

Suivant récépissé n°0161/G-DB en date du 01 mars 2022, il a été créé une association dénommée : «An ka ben Mali Musow».

But : Contribuer à la promotion de la femme, de l’enfant et de la famille, etc.

Siège Social : Baco-Djicoroni ACI, près du siège de l’ADEMA-PASJ.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Présidente : Mme KONARE Lafia DIARRA

Secrétaire administrative : Madame KONE Hawa MALLE

Trésorière générale : Mamou DIABY

Secrétaire à l’organisation et à la communication : Madame NIANG Adiza TOURE

Commissaire aux comptes : Bintou DIARRA

Suivant récépissé n°2022-26/P-CD en date du 01 août 2022, il a été créé une association dénommée : «Association des Usagers d’Eau Potable de Diabira», en abrégé : (AUEP-DIAB) dans le village de Diabira.

But : Créer les conditions capables de garantir l’égal accès à l’eau potable pour tous les habitants de Diabira ; organiser l’entretien et la maintenance des équipements et ouvrages hydrauliques de la localité ; mobiliser et sécuriser les fonds pour la gestion et le fonctionnement durable des bornes fontaines et autres ouvrages hydrauliques de la localité ; entreprendre toute activité capable d’assurer la couverture totale des besoins en eau potable de la localité ; développer les activités capables d’améliorer le cadre de vie des populations ; défendre les intérêts de ses membres en matière d’approvisionnement en eau potable.

Siège Social : Diabira, dans la commune urbaine de Fatao.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Birahima KONTE

Vice-président : Boubou DIAGOURAGA

Secrétaire administratif : Bemba CISSE

Trésorier général : Djoubou GUIDJERA

Trésorier général adjoint : Sékouba CISSE

Commissaire aux comptes : Siliman DIAWARA

Secrétaire chargé du fonctionnement technique et à l'approvisionnement : Mamadou KONTE

Secrétaire à l'organisation, à l'information et aux conflits : Makan SIDIBE

Responsable hygiène et assainissement : Malamine GUIDIERA

1ère Conseillère à l'hygiène et à l'assainissement (BF1) : Koudjéye KONTE

2ème Conseillère à l'hygiène et à l'assainissement (BF2) : Mina SISSOKO

3ème Conseillère à l'hygiène et à l'assainissement (BF3) : Mamou GUIDIERA

Suivant récépissé n°0567/G.DB-CAB en date du 11 août 2022, il a été créé une association dénommée : «Association Séniwe des Ressortissants de Kouékoué et Sympathisants», en sigle : (A.S.R.K.S).

But : Créer un climat de paix d'entente entre tous les membres de l'Association ; favoriser le développement de l'agriculture, de l'élevage et des activités maraichères pour assurer l'autosuffisance alimentaire, etc.

Siège Social : Bamako, Kalaban-coura sud Extension ; Rue : 406, Porte : 55.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Molobali DEMBELE

Secrétaire général : Jacques BAYA

Secrétaire administratif : Abib BAYA

Secrétaire administratif adjoint : Malaki BAYA

Secrétaire à l'organisation : Mamadou Dofini BAYA

Secrétaire à l'organisation 1er adjoint : Seydou DEMBELE

Secrétaire à l'organisation 2ème adjointe : Damignani BAYA

Secrétaire aux relations féminines : Nassoun BAYA

Secrétaire aux relations féminines adjointe : Fatoumata KOÏTA

Secrétaire à la culture et à l'éducation : Esaie DEMBELE

Secrétaire à la culture et à l'éducation adjointe : Rokiatou DAO

Trésorier général : Béh BAYA

Trésorière générale adjointe : Hawa KONE

Secrétaire à l'information : Michel BAYA

Secrétaire à l'information adjointe : Mansara DEMBELE

Secrétaire aux relations extérieures : Hanyo SANOU

Secrétaire aux relations extérieures adjoint : Logolo BAYA

Secrétaire aux conflits : Desseri KAMATE

Secrétaire aux conflits adjoint : Tongobè N° 1 BAYA

Commissaire aux comptes : Poromoubè BAYA

Commissaire aux comptes adjoint : Génèse BAYA

Secrétaire chargé de l'environnement et de l'assainissement : Samouhan KONE

Secrétaire chargé de l'environnement et de l'assainissement adjoint : Dofini MOUNKORO

Secrétaire de la jeunesse et des sports : Niké BAYA

Secrétaire de la jeunesse et des sports adjoint : Taré BAYA

Suivant récépissé n°390/CKTI en date du 20 septembre 2022, il a été créé une association dénommée : «Association des Jeunes Tailleurs de N'Tabacoro», en abrégé : (A.J.T.N).

But : Développer et promouvoir des jeunes tailleurs de N'Tabacoro ; développer le secteur privé en général ; créer un réseau des jeunes investisseurs, etc.

Siège Social : N'Tabacoro

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Secrétaire général : Nouhoum KONE

Secrétaire général adjoint : Sadio SIDIBE

Secrétaire administratif : Abel DAOU

Secrétaire administratif adjoint : Bakary KONATE

Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation :
Youssef DEMBELE

Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation adjoint :
Amadou DIARRA

Trésorier général : Adama KONE

Trésorier général adjoint : Seydou KONE

Secrétaire à l'information : Issa DIAKITE

Secrétaire à l'information adjoint : Koniba
COULIBALY

Secrétaire chargé à la formation : Abdoulaye DIALLO

Secrétaire chargé à la formation adjoint : Sibiry
DEMBELE

Secrétaire chargé aux relations extérieures : Kalifa
TRAORE

Secrétaire chargé aux relations extérieures adjoint :
Abdoulaye TEMBELY

Secrétaire aux affaires sociales : Sékouba SIDIBE

Secrétaire aux affaires sociales adjoint : Madou
BRODELY

Secrétaire aux comptes : Kalifa TRAORE

Secrétaire aux comptes adjoint : Amadou DIARRA

Secrétaire à la promotion féminine : Djénèba GOÏTA

Suivant numéro d'immatriculation n°2022-D9C5/0162/A en date du 07 octobre 2022, il a été créé une société coopérative dénommée : Société Coopérative Simplifiée «Diantoyèrèla», en abrégé : (SCOOPS-D).

But : Valoriser et promouvoir les activités des peintres et les ouvriers qui évoluent dans le domaine de la gestion des espaces publics, de la restauration des bâtiments, et de l'entretiens des monuments etc. au Mali pour satisfaire les aspirations et besoins économiques, sociaux, culturels de ses membres ; assurer la mise en place de dispositif innovants dans les domaines de la gestion des espaces publics, de la restauration des bâtiments, de la peinture et le traçage des goudrons ; promouvoir l'esprit coopératif entre les membres ; créer des emplois pour les jeunes à travers les entretiens des monuments, de la gestion des espaces publics, de la restauration des bâtiments, de la peinture et le traçage des goudrons ; contribuer à la formation socio professionnelle de ses membres ; contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Siège Social : Bamako, Kalaban-Coura, rue : 105, porte : 04.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

COMITE DE GESTION

Président : Souleymane DIALLO

Secrétaire administratif : Adama TRAORE

Trésorier général : Mamadou TRAORE

COMMISSION DE SURVEILLANCE

Président : Adoulaye BOUARE

Membres :

- Oumar GUINDO
- Hamidou TRAORE

Suivant récépissé n°0783/G.DB-CAB en date du 01 novembre 2022, il a été créé une association dénommée : «Maison Foi et Vie», en abrégé : (M.F.V).

But : Contribuer à la lutte contre les effets néfastes dus au changement climatique, œuvrer à la résilience et au changement de mentalité et de comportement des populations, etc.

Siège Social : Bamako, Koulouba ; près de l'Eglise Protestante.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Pierre DACKO

Secrétaire général : Daniel SOGOBA

Trésorier général : Samuel DACKO

Secrétaire administratif : Barama PEROU

Secrétaire aux relations intérieures et extérieures :
Josaphat DEMBELE

Secrétaire à l'information et à la communication :
Timothe DIARRA

Secrétaire à l'organisation : Nema PEROU

Secrétaire chargé de la femme, de l'enfant et à la famille : Suzanne POUDIOUGOU

Contrôleur général : Fatoumata SAMAKE